



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Zano-saint-patron-des-liberaux>

Tribune libre

# Zano, saint patron des libéraux

!

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1025 - octobre 2002 -

Date de mise en ligne : lundi 1er janvier 2007

Date de parution : octobre 2002

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

<span class='spip\_document\_270 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right; width:165px;'>

Les libéraux mélangent allègrement libéralisme et liberté, comme si c'était la même chose : le point de vue d'un professeur d'économie politique internationale d'une université du Maryland, F. Fukuyama [1], « craquements dans le monde occidental » publié à la Une du Monde du 16 août est une anthologie du genre.

Si je suis cette logique, spiritualité et spiritueux doivent faire partie du même spiritualisme et Cinzano doit être digne de recevoir les prières libérales.

Cet humour un peu "con" est du même niveau que le bourrage de crâne auquel je ne peux pas me soustraire si je veux m'informer et lire un journal.

Je suis triste aussi de voir l'édito de la dernière GR, je l'aime beaucoup cet édito, ce qui me rend triste, c'est que Marie-Louise soit amenée à devoir consacrer deux pages pour rappeler des évidences et des lieux communs, tellement les outils d'information et de réflexion qui ne sont pas payés par la pub ont à ramer à contre-courant pour simplement informer, donner les éléments de base de notre réflexion.

Cette tristesse, bien teintée de colère, me donne envie d'aller un peu plus loin et m'amène à réfléchir sans illusion sur le sous-titre de notre « mensuel de réflexion socio-économique vers la démocratie en économie ». Pour ma part je supprimerais "en économie" pour trois raisons :

" 1. je suis pour la démocratie et pas seulement en économie ; le fait que le terrain privilégié de la GR soit socio-économique est déjà indiqué dans la première partie du sous-titre : « réflexion socio-économique ».

" 2. le fait d'ajouter un élément qui qualifie de quelle démocratie on parle a beaucoup plus de chance de réduire cette démocratie que de l'enrichir : démocratie de proximité, démocratie chrétienne, démocratie libérale, démocratie parlementaire, démocratie populaire... enlèvent souvent du poids à la démocratie tout court, c'est démocratique ou pas démocratique, point.

Cela me rappelle une histoire : j'avais demandé à un apprenti de cintrer un angle à 90° sur un tuyau de cuivre : il revient tout fier avec son tuyau en disant qu'il avait réussi.

â€” Tu es sûr que tu es à angle droit ? tu as bien 90° ?

â€” Oh ! oui ! même plus !

C'est un peu pareil : si c'est plus que démocratique, ce n'est plus démocratique. Il en est ainsi pour le principe d'égalité quand certains s'estiment plus égaux que d'autres.

" 3. cela pose le problème : si nous avons un mensuel de réflexion vers la démocratie, cela sous-entend que nous

n'avons pas la démocratie et ...c'est bien ce que je pense.

D'accord avec ceux qui soutiendront que c'est mieux que si c'était pire, seul argument que j'entends dans l'ensemble des débats qui se veulent politiques. Est-on en démocratie ou non ? Je ne reviendrai pas sur le référendum anti-Le Pen qui nous a tenu lieu d'élection présidentielle mais propose à votre réflexion une citation de mon quotidien d'information et de publicité favori [2] : à propos de Carnac : « l'Etat procède à une enquête publique... 87% des habitants se disent défavorables au projet - mais les réponses ne sont pas assez nombreuses pour être significatives, rétorque-t-on du côté de l'administration ». J'ai déjà entendu quelque chose du même style à propos du référendum en Irlande sur son adhésion à l'Europe quand il n'a pas donné le résultat souhaité.

Est-on en démocratie ? Qu'est-ce que la démocratie ? N'est-il pas intéressant de mener une "réflexion socio-économique vers la démocratie" ?

*Post-scriptum :*

**Réponse.** Nous sommes bien d'accord sur le fond. La question du sous-titre est de savoir quelle idée il en donne à quelqu'un qui aborde le journal par ce titre. Voici notre raisonnement : Dans la majorité des cas où le mot démocratie est employé il évoque les décisions d'ordre politique et désigne les pays qui ne sont pas soumis à une dictature. On pense donc que les débats sur la démocratie consistent à en définir les modalités, et, le plus souvent, qu'il s'agit même des modes d'élection des représentants politiques car les "démocraties existantes" sont toutes représentatives [3] et souvent illusoire, comme c'est le cas des États-Unis, cette "démocratie" dont on comprend qu'elle est, en fait, une dictature de l'argent quand on sait le poids des lobbies dans les élections [4].

Par contre, pratiquement personne n'imagine que les peuples pourraient être consultés à propos de décisions aussi essentielles que les choix économiques (l'ouverture de crédits entre autres). Ce domaine est généralement considéré comme réservé aux "experts", les grandes orientations que prennent les entreprises sont leur affaire : puisque leur compétitivité, leur développement et leur survie en dépendent dans le système actuel, c'est à elles de faire les choix, et seul le marché sera juge après.

En enfonçant le clou par ce sous-titre, nous avons voulu attirer l'attention sur ce que nous apportons d'original. Comme on ne peut pas tout rappeler dans un sous-titre, évoquer par exemple notre revendication de la reconnaissance de droits économiques universels ou notre volonté de voir la masse monétaire légale gagée sur la production, etc, il nous a semblé que ce seul adjectif ajouté pouvait souligner cette particularité de notre démarche...

Que les lecteurs donnent leur avis et si pour la plupart, ces avis appuyent vos arguments et jugent les nôtres infondés, cet adjectif estimé inutile sera supprimé.

---

[1] Déjà connu pour son ouvrage, La Fin de l'Histoire, paru peu après la chute du mur de Berlin.

[2] Le Monde 11/8/ 2002, p. 18

[3] Nous en louons d'autant plus les actions qui se sont développées, par exemple à Porto Alegre, (voir GR 1008, pp 8 et 9) pour les renforcer d'une démocratie participative.

[4] Celui des sociétés pétrolières dans le cas de G.W.Bush par exemple.